



Canadian Journal of Regional Science
Revue canadienne des sciences régionales

Repenser les politiques urbaines de l'innovation à l'aune des Living Labs citoyens. Le cas des Laboratorios ciudadanos de Madrid

Raphaël Besson

Directeur de Villes Innovations (Madrid, Grenoble) et chercheur associé au laboratoire PACTE. Adressez vos commentaires à r.besson@villes-innovations.com.

Soumis le 20 septembre 2016. Accepté le 30 janvier 2017.

© Canadian Regional Science Association / Association canadienne des sciences régionales 2017.

Besson, R. 2017. Repenser les politiques urbaines de l'innovation à l'aune des Living Labs citoyens. Le cas des Laboratorios ciudadanos de Madrid. *Canadian Journal of Regional Science / Revue canadienne des sciences régionales* 40(1), 53-61.

Sur fond de crise économique, d'ascension fulgurante du parti Podemos et de protestations citoyennes issues du mouvement des Indignés, les Laboratorios ciudadanos madrilènes réinventent les contours de la ville créative. Au déterminisme technologique des smart cities, ces espaces opposent un relativisme technologique ; ils affirment leur capacité à hybrider et à réinventer en permanence les rapports entre science, technologie et société. Face aux logiques de concentration et de planification des quartiers créatifs et innovants, ces espaces défendent le caractère endogène, informel et inattendu de leurs conditions d'émergence et de fonctionnement. Pour mieux comprendre la portée théorique et empirique de cette nouvelle génération de Systèmes Urbains Cognitifs, nous proposons une première analyse des laboratoires citoyens madrilènes. L'enjeu : extraire de ces expériences espagnoles, des enseignements utiles à la refonte de nos politiques d'innovation urbaine.

La notion de villes créatives s'inspire des travaux issus de la sociologie urbaine et de l'économie territoriale. L'approche sociologique repose sur une analyse visant à déterminer « les éléments d'un environnement urbain susceptible d'attirer [...] un groupe de personnes censées, par leur présence et surtout leur occupation professionnelle, constituer un facteur prépondérant de la dynamique de croissance économique urbaine » (Darchen & Tremblay 2008 : 4). C'est ici l'approche de Charles Landry ou de Richard Florida (Florida 2002). Ces auteurs cherchent à identifier les facteurs d'attractivité de la classe créative, composée autant d'artistes, informaticiens, que de bohémiens et scientifiques. Et c'est la formule des « Trois T » de « talent, technologie et tolérance » qui, selon Richard Florida, serait la clé pour attirer cette classe ouverte, tolérante et essentielle au développement économique des villes con-

temporaires. L'approche de l'économie territoriale (et les notions liées de systèmes productifs locaux, de milieux innovateurs, de clusters ou de districts culturels) défend quant à elle l'idée de la concentration géographique d'entreprises, universités et laboratoires de recherche. L'existence et la permanence de liens de proximité entre firmes et travailleurs de la connaissance étant censées favoriser une dynamique relationnelle propice à la créativité et à l'échange de connaissances tacites.

Dans les années 2000, ces thèses ont considérablement influencé le développement des smart cities, des quartiers de l'innovation, de la création ou encore des districts technologiques. D'une certaine manière, ces projets ont fait la synthèse de ces deux approches disciplinaires. Ils ont concentré sur des espaces urbains de plusieurs centaines d'hectares, un en-

semble de fonctions et aménités urbaines, technologiques, culturelles et sociales, non seulement pour attirer des talents et des activités innovantes, mais aussi jouer un rôle actif dans les processus d'innovation. Avec pour ambition d'ériger ces quartiers en véritables laboratoires d'expérimentation et de diffusion des innovations technologiques dans la ville. C'est le modèle des Systèmes Urbains Cognitifs (Besson 2012), qui a émergé au début des années 2000 avec le projet 22@Barcelona à Barcelone, avant de se développer de manière exponentielle en Europe (quartiers de la création et de l'innovation à Nantes et Lausanne ; campus de l'innovation Giant Presqu'île à Grenoble), en Amérique du Nord (Mission Bay à San Francisco ; district et quartier de l'innovation à Boston et Montréal), en Asie et en Amérique latine (avec l'exemple des districts technologiques et du design de Buenos Aires).

Si, depuis une dizaine d'années ces stratégies de planification de la ville créative connaissent un réel succès, elles n'en demeurent pas moins exemptes de critiques. Les auteurs déconstruisent la vision technocentrée des smart cities, qui appauvrit considérablement le champ des possibles et le spectre des innovations (Graham & Marvin 1996; Guallart 2012; Sassen 2014). Ils font part de leur scepticisme quant à l'apport des technologies dans l'amélioration du bien-être des habitants, et vont jusqu'à souligner les menaces faites aux libertés individuelles. D'autres chercheurs analysent les phénomènes de gentrification observables au sein des quartiers de la création ou de l'innovation (Langlois & Pawlak 2010; Vivant 2009). Le développement des Systèmes Urbains Cognitifs (SUC), a pour effet d'attirer des classes sociales aisées, et d'inciter au départ des résidents exclus par l'augmentation du coût de la vie. Sur le volet socio-économique, les activités et les emplois induits par la dynamique des SUC laissent à la marge un tissu économique traditionnel, ainsi que des populations plus faiblement qualifiées (Besson 2014). Ce modèle de la ville créative connaît en réalité des difficultés à induire un développement socio-

économique et urbain intégré. Selon Guy Saez, il renvoie « les groupes qui ne font pas partie de la *creative class* (soit 80 % de la population selon les comptes estimatifs de R. Florida) à vivre dans une autre ville » (2009 : 33). La notion de classe créative est elle-même critiquée au regard de son caractère particulièrement flou et hétérogène (Roy-Valex 2006; Markusen 2006). Elle apparaît davantage comme « l'horizon d'une sociabilité rêvée faite de flexibilité, de mobilité, d'imagination, de singularité, d'implication personnelle, d'anticonformisme que de jeux réels situés » (Saez 2009 : 31). Elsa Vivant souligne quant à elle le paradoxe des stratégies de planification de la ville créative, qui révèlent « la méconnaissance des ressorts de la sérendipité, condition d'expression de la créativité » (2009). Et Christine Liefougue d'ajouter : « il ne suffit pas de planifier la mixité fonctionnelle et sociale pour qu'émerge un milieu créatif, et les opérations d'urbanisme créent souvent, en matière de ville créative, des coquilles vides » (2009 : 37).

Face à un urbanisme conçu par et pour la *creative class*, de nombreux protagonistes tentent de repenser les contours de la ville créative. Elsa Vivant (2009) invite les urbanistes à créer les conditions de la sérendipité urbaine. Cunningham (2013) encourage les responsables des villes créatives à s'intéresser davantage aux enfants, et les incite à diffuser l'art et la créativité en général au sein des écoles primaires. Des responsables de collectifs comme la 27^e région ou Bruit de frigo défendent l'idée de coproduction de la ville créative, en immersion dans l'espace public et avec les citoyens (Vincent 2009; Farage 2009).

Mais c'est en Espagne que les cadres cognitifs de la ville créative semblent le plus vaciller. Sur fond de crise économique persistante, de protestations citoyennes issues du mouvement des indignés à Madrid, et d'ascension fulgurante du parti politique Podemos (« nous pouvons »), on observe un développement important de *Laboratorios ciudadanos*. Ces laboratoires citoyens réinventent, au cœur de Madrid, les contours de la créativité

urbaine. Au déterminisme technologique des *smart cities*, ces espaces opposent un relativisme technologique ; ils affirment leur capacité à hybrider et à réinventer en permanence les rapports entre science, technologie et société. Face aux logiques de concentration et de planification des quartiers créatifs et innovants, ces *Laboratorios* défendent le caractère endogène, informel et inattendu de leurs conditions d'émergence et de fonctionnement.

Pour mieux comprendre la portée théorique et empirique de cette nouvelle génération de Systèmes Urbains Cognitifs, nous avons observé pendant plusieurs mois le fonctionnement de quatre laboratoires citoyens : le Media Lab Prado, le Campo de La Cebada, la Tabacalera et « Esta es una Plaza ». Le matériau empirique de notre analyse a été constitué à partir d'entretiens semi-directifs conduits auprès d'une dizaine de personnes sélectionnées parmi les animateurs, les usagers et les observateurs des laboratoires citoyens. Ces entretiens nous ont permis de mieux saisir l'origine et le fonctionnement des *Laboratorios ciudadanos*, et d'évaluer l'adéquation entre certains objectifs initialement affichés et l'évolution des réalités de terrain. Ce travail sur entretiens a été complété par une étude des archives récentes (compte-rendu de conseils municipaux et de réunions, dossiers de presse, documents de planification, documents de travail interne, études, etc.) et par l'observation de nombreux débats publics. Dans cet article, nous proposons une première analyse qualitative des laboratoires citoyens madrilènes. L'enjeu : extraire de ces expériences espagnoles, des enseignements utiles à la refonte de nos politiques d'innovation urbaine.

Comprendre l'origine des *Laboratorios ciudadanos*

Urbanisme « tactique », « émergent », « participatif », « collaboratif », « temporaire » ou encore « précaire », les expressions ne manquent pas pour qualifier les transformations urbaines que connaît Madrid depuis quelques années. Cette frénésie sémantique est

symptomatique d'une situation de mutation majeure, dont les expressions conceptuelles et empiriques restent à préciser.

Un contexte socio-économique et politique singulier

Au cours de la dernière décennie, Madrid a connu une croissance économique et démographique exceptionnelle. L'économie s'est largement tertiaisée, grâce à l'implantation de sièges sociaux de grandes entreprises espagnoles (Telefónica, Repsol, Iberia) et d'activités spécialisées dans les secteurs financiers, des services et des télécommunications. La capitale espagnole compte aujourd'hui plus de 3 millions d'habitants intramuros et une aire urbaine de près de 6,5 millions d'habitants (Observatorio Metropolitano 2009). Elle se positionne comme la quatrième place financière européenne, et possède un aéroport, des centres de congrès et d'exposition de dimension internationale. Cette spectaculaire réussite économique s'est effectuée en appliquant des politiques urbaines standardisées, à travers la construction de grands quartiers d'affaires, de gigantesques centres commerciaux et de loisirs, et de nouvelles infrastructures de transport comme la M30. L'enjeu : attirer les sièges sociaux de grandes entreprises, les cadres supérieures, les « classes créatives » (Florida 2002) ou « visiteuses » (Eisinger 2000).

Ce modèle de croissance semble aujourd'hui en crise. D'abord parce que le développement économique de Madrid s'est réalisé au prix d'un accroissement des inégalités sociales et d'un processus de privatisation des « communs » : santé, éducation, espaces publics, environnement, eau, etc. (Observatorio Metropolitano 2009). Ensuite, parce que la crise économique a exacerbé les inégalités et révélé l'hypertrophie du secteur financier dans les choix stratégiques de planification de la ville.

Dans ce contexte, on comprend mieux l'origine du mouvement des Indignés à Madrid, souvent qualifié de « mouvement du 15 mai » (15-M). Les Indignados n'ont eu de cesse de dénon-

cer les inégalités sociales et la déconnexion croissante entre les élites politiques et administratives, et la société civile. Des slogans comme « *Democracia real ya !* » ou « *No nos representan !* », ont trouvé un écho au-delà de La Puerta del Sol, dans les assemblées populaires des quartiers périphériques de la capitale espagnole. Ces assemblées ont progressivement initié les Madrilènes aux prises de décision collégiales (Nez 2012), à des modes d'organisation fondés sur l'autogestion, et plus largement à une réflexion sur les « communs urbains ».

Et c'est dans ce contexte politique singulier qu'ont émergé en l'espace de quelques années une vingtaine de *Laboratorios ciudadanos*. Ces lieux d'innovation citoyenne se sont développés dans les espaces vacants de Madrid et n'ont pas fait l'objet d'une stratégie de planification de la ville. Ils sont davantage issus de l'élan spontané de citoyens ordinaires et de collectifs souvent très qualifiés, oeuvrant dans les domaines de l'économie collaborative, du numérique, de l'écologie urbaine ou de l'urbanisme social. Ces *Laboratorios ciudadanos* constituent aujourd'hui les supports d'expérimentation de nouveaux modes de gestion et de fonctionnement de la ville. Leurs cadres de réflexion et leurs modes d'action se structurent autour de la thématique des « communs », et d'un ensemble de travaux de recherche, comme ceux du prix Nobel d'économie Elinor Ostrom (Ostrom 1990).

La présence de collectifs d'architectes-urbanistes et d'Institutions culturelles d'avant-garde

Si la crise économique a indéniablement joué un rôle d'accélérateur dans l'émergence des *Laboratorios ciudadanos*, il existait d'ores et déjà à Madrid un terreau intellectuel favorable à leur développement.

D'abord grâce à la présence de collectifs d'architectes-urbanistes qui ont initié et théorisé de nouvelles manières de faire et de penser la ville. On pense ici à des agences d'avant-garde comme *Ecosistema Urbano*, *Basura-*

ma, *Todo por la Praxis*, *Paisaje Transversal* ou, plus récemment, les jeunes architectes d'*Improvisados*. Ces collectifs ont jeté les bases d'un nouvel urbanisme fondé sur des modes de gestion collaborative des villes, la participation citoyenne et l'intégration systématique des dimensions artistiques et culturelles. Cet urbanisme « *de código abierto* » (Tato & Vallejo 2012) s'est aussi largement appuyé sur le développement d'outils numériques, à même de stimuler l'expression citoyenne et la coproduction des projets : plateformes numériques contributives, maquettes urbaines interactives, kits de collecte et de visualisation de données urbaines, etc.

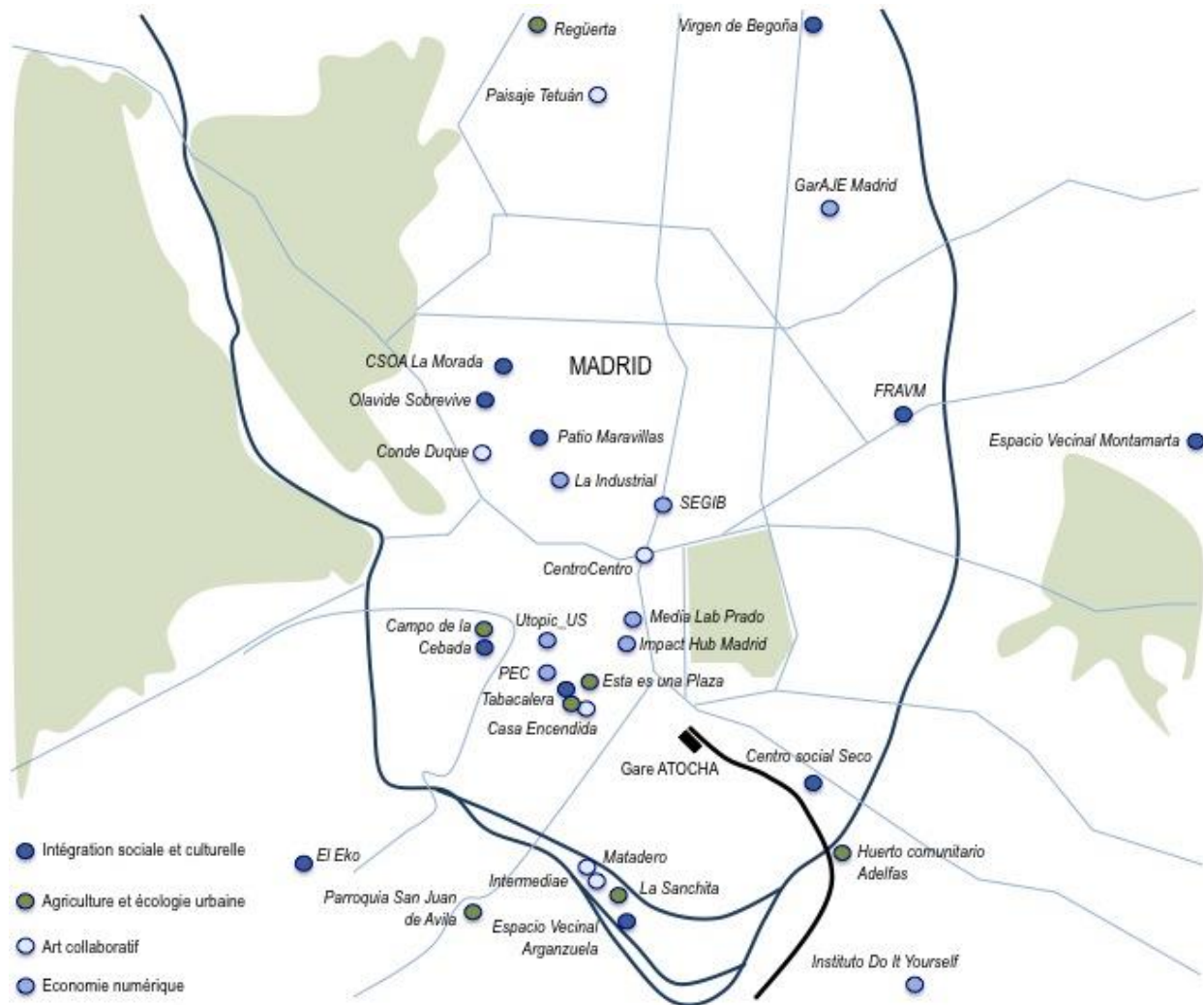
Le prototypage, l'expérimentation, l'économie et l'écologie des moyens sont des dimensions tout aussi essentielles dans la démarche de ces collectifs. On pense notamment aux projets architecturaux de *Basurama*, qui depuis 2001 se développent à partir des savoir-faire des habitants et du réemploi de matériaux de construction et de déchets urbains (sacs plastiques, pneumatiques, cartons). Évoquons également les projets de *Todo por la Praxis* (TXP) de construction de mobiliers urbains mobiles avec les citoyens. Pour ce collectif, l'enjeu des villes de demain réside moins dans l'édification d'infrastructures majeures, que dans la mise en œuvre de processus de fabrication ouverts et aptes à créer du lien social et des communautés. D'autres praticiens, éditeurs et chercheurs ont joué un rôle important dans la conceptualisation et la diffusion des *Laboratorios ciudadanos*. On pense à des auteurs comme Domenico di Siena, Alberto Corsín Jiménez, Adolfo Estalella, Manu Fernández, ainsi qu'à divers collectifs : *El Observatorio Metropolitano* de Madrid, *La Fundación de los Comunes*, *El Club de Debates Urbanos*, *Traficantes de Sueños*, *la Universidad Nómada*, etc. Ce nouvel urbanisme madrilène a d'ailleurs été récemment consacré par un article publié dans la revue sociologique *Papers* (Boneta 2014).

La municipalité de Madrid n'a pas été totalement étrangère à cet ensemble de réflexions et

d'expérimentations urbaines. La ville a notamment contribué à créer une nouvelle génération d'institutions culturelles qui, toutes à leur manière, ont influencé le développement des *Laboratorios ciudadanos*. C'est le cas par exemple du *Medialab Prado*, de *Mataadero*, de la *Casa Encendida*, de *Conde Duque*, de *CentroCentro*, de *Paisaje Tetuán* ou encore d'*Intermediae*. Ces institutions se sont moins intéressées à l'exposition d'œuvres majeures, qu'à la question de la production d'un art collaboratif et ouvert aux sciences, aux technologies numériques et aux habitants des quartiers de Madrid. Ainsi, l'ancien abattoir de Madrid, *Mataadero*, a-t-il été transformé en un espace pluridisciplinaire dédié à l'expérimentation et la production artistique, sociale et urbaine. Le *Medialab Prado*, implanté dans le quartier des Lettres, a quant à lui été développé comme un Laboratoire citoyen de recherche et d'expérimentation des outils numériques. Parmi les thématiques explorées par le *Medialab*, la question urbaine occupe une place privilégiée, avec l'organisation régulière d'appels à projets, de workshops et conférences dans les champs de l'agriculture urbaine, de la data visualisation, des communs urbains, du patrimoine ou de l'affichage en ville. Si bien que le *Medialab Prado* est en train de devenir un véritable Think Tank dans la réflexion sur le développement des *Laboratorios Ciudadanos*. Un travail de conceptualisation que l'institution partage désormais avec le Secrétariat général ibéro-américain (SEGIB), dans le cadre du programme « *Ciudadanía 2.0* » (« *citoyenneté 2.0* »).

Typologie et description des Laboratorios ciudadanos

Au-delà des expérimentations de ces collectifs d'avant-garde, Madrid a connu en quelques années un développement ascendant de *Laboratorios ciudadanos*, qui ont émergé dans les espaces en creux de la ville. La crise économique a laissé en jachère une quantité importante d'espaces publics, dont la vocation originelle était d'accueillir de grands équipements et centres commerciaux. Les citoyens se

FIGURE 1. Typologie et localisation des *Laboratorios ciudadanos* dans Madrid

Source : Raphaël Besson, 2015

sont progressivement réappropriés ces espaces vacants et en ont fait des supports d'expérimentation de nouveaux modes de fabrique de la ville, fondés sur le collaboratif, la participation citoyenne et la coproduction des espaces et des services publics.

Une vingtaine de *Laboratorios ciudadanos* ont ainsi émergé à l'image de La Tabacalera, Esta es una plaza, Patio Maravillas, El Campo de la Cebada, etc.². On citera également le réseau des jardins communautaires (La Red de huertos urbanos), ainsi qu'un certain nombre d'espaces de *coworking* impliqués dans la vie urbaine et sociale comme Utopia_US, Impact Hub Ma-

drid, Garaje Madrid, La Industrial ou Puesto En Construcción (PEC)³.

Chaque Laboratoire citoyen tend à se spécialiser dans un domaine particulier comme l'agriculture et l'écologie urbaine, l'intégration sociale et culturelle, l'art collaboratif ou l'économie numérique. Bien évidemment, ces domaines ne sont pas étanches et il n'est pas rare de voir des *Laboratorios ciudadanos* hybrider ces différents champs de compétence.

Les Laboratoires citoyens spécialisés dans l'art collaboratif poursuivent des objectifs similaires à ceux décrits dans le projet Matadero. D'autres Laboratoires oeuvrent pour la création

de jardins communautaires et autogérés par des « citoyens-jardiniers ». Le jardin le plus connu se nomme « Esta es una Plaza » (« Ceci est une place »). Il a été créé par un groupe d'étudiants, de jeunes professionnels et d'habitants, sur un terrain abandonné depuis une trentaine d'années dans le quartier de Lavapiés. Après avoir obtenu de la municipalité la gestion temporaire de cet espace, le groupe a promu un modèle d'autogestion, permettant à chaque citoyen de contribuer librement au fonctionnement du lieu, tout en bénéficiant en retour des infrastructures et des activités socio-culturelles. Un troisième domaine d'intervention des Laboratoires ci-

PHOTO 1. Le Campo de La Cebada. Un centre de créativité au cœur de Madrid et autogéré par les habitants du quartier de La Latina



Source : Raphaël Besson, 2015

toyens concerne l'économie numérique et les espaces de travail collaboratifs. Entrent dans cette catégorie le Medialab Prado, l'Instituto Do It Yourself, la Casa Encendida et de nombreux espaces de coworking comme Utopic_US, Impact Hub Madrid, Puesto En Construcción (PEC), La Industrial ou encore Garaje Madrid.

Enfin, de nombreux Laboratoires citoyens agissent dans le champ de l'intégration sociale et culturelle. C'est le cas du Campo de la Cebada, de La Tabacalera, d'Olavide Sobrevive, du Patio Maravillas, d'Espacio Vecinal Arganzuela ou encore du Centro social Seco. L'exemple de la Tabacalera concerne une ancienne fabrique de tabac située dans le quartier de Lavapiés et gérée depuis 2003 par le ministère de l'Éducation, de la Culture et des Sports. En 2007, l'État souhaite créer sur le site un « Centre national des arts visuels » (CNAV). Mais le coût élevé des travaux et la crise économique auront raison du projet. Face à ce bâtiment vacant de plus de 25 000 m², les associations culturelles du quartier vont engager des négociations avec le Ministère pour bénéficier de la gestion temporaire d'une partie du bâtiment. Un accord est rapidement signé avec l'association « Tabacalera de Lavapiés », qui a alors la responsabilité de la

programmation sociale et culturelle du lieu et de son autogestion. L'association est également chargée d'assurer l'entretien et la sécurité des espaces et des installations. Quant aux dépenses de fonctionnement du lieu, elles sont à la charge du Ministère, qui pourra récupérer l'usage du bâtiment une fois que les travaux du « Centre national des arts visuels » auront débuté. Depuis son ouverture officielle au public en 2010, la Tabacalera connaît un certain succès. Elle a coproduit un nombre important de projets culturels avec les collectifs et les habitants du quartier de Lavapiés. C'est le cas d'expositions comme « Fábulas problemáticas » ou « Inventa Lavapiés » qui ont attiré plusieurs dizaines de milliers de visiteurs. Par ailleurs, la Tabacalera comprend aujourd'hui toute une série d'espaces comme des centres d'exposition, des ateliers d'artistes partagés, des lieux de répétition, de restauration, de marché, ainsi que des ateliers de fabrication fonctionnant sur le mode des Fab labs. Les murs de La Tabacalera servent également de support à l'expression artistique, puisqu'ils sont régulièrement peints par des artistes venus du monde entier.

Un autre Laboratoire citoyen réputé est le Campo de la Cebada. Il est si-

tué au centre de Madrid, près de la Plaza Mayor, sur un espace de plus de 5000 m². Ce lieu accueillait auparavant une piscine municipale, qui a été détruite en 2009 pour construire un grand complexe commercial. Mais la crise économique a laissé la place à un gigantesque terrain vague, réapproprié par les habitants en septembre 2010, lors des « nuits blanches » madrilènes. À cette occasion, le collectif EXYZT proposa le projet « Isla Ciudad » : la construction d'une piscine éphémère, entièrement réalisée en bois. Cette première expérience permit à des collectifs d'artistes et d'habitants de prendre conscience de l'intérêt de se réapproprier cet espace pour inventer de nouveaux usages. En février 2011, la mairie de Madrid accepta de céder temporairement la gestion du lieu à des associations du quartier.

Depuis, le Campo de la Cebada a connu un développement important de projets, que ce soit dans des domaines sociaux (systèmes d'échange de services), artistiques (*street art*, ateliers de photographie, de poésie, de théâtre), sportifs (aménagement de terrains de basket et de jeux) ou culturels, avec l'organisation de festivals de musique et de cinéma en plein air. Le Campo de la Cebada sert également de support à l'aménagement

de jardins collectifs et de mobiliers urbains coconstruits. Les bancs, les gradins ou les paniers de basket ont tous été fabriqués grâce à l'intervention de collectifs d'architectes, d'habitants et d'ingénieurs. Ces derniers ont utilisé les outils et licences libres de Fab Labs madrilènes pour construire des mobiliers modulables, entièrement réalisés à partir de matériaux recyclés. Une coupole géodésique a été récemment fabriquée grâce à la collecte de plus de 6000 € sur la plateforme de financement participatif Goteo.org. Précisons que l'ensemble des activités du Campo de La Cebada sont autogérées lors de rencontres régulières, qui réunissent l'ensemble des collectifs du quartier (habitants, commerçants, associations, etc.).

Repenser les politiques d'innovation urbaine à la lumière des expériences madrilènes

Cette description des Laboratorios ciudadanos madrilènes interroge très directement nos politiques d'innovation urbaine. D'abord, parce que ces espaces constituent des lieux d'expérimentation et d'investigation de ce qu'il est coutume d'appeler les « communs urbains » (Ostrom 1990; Lecoq 2012; Dardot et Laval 2014; Quesada López 2015). Ces Laboratoires urbains tentent d'assurer un égal accès des habitants à la ville, à ses espaces publics, ses services, ses ressources, ses activités sociales, culturelles ou sportives. Par ailleurs, ces espaces se développent de manière ascendante et défendent un droit à « infrastructurer » la ville par le bas (Corsín 2014). Une ville où les habitants et les usagers peuvent agir sur la production de services et de données urbaines, ainsi que sur la fabrique des espaces publics eux-mêmes. Une ville ouverte et expérimentale, une ville qui « s'éprouve plus qu'elle ne se prouve » (Ambrosino & Gwiazdzinski 2013). Enfin, ces laboratoires urbains opposent au modèle technologiste diffusionniste des *smart cities* un modèle interactionniste en mesure « d'urbaniser les technologies » (Sassen 2014).

Dépasser les illusions planificatrices et totémiques des villes créatives

Les modèles d'innovation urbaine des années 2000 ont tendance à planifier la créativité urbaine dans des quartiers de quelques centaines d'hectares. Avec l'ambition d'ériger des architectures totémiques et « spectaculaires », en mesure d'une part, d'attirer et d'organiser les proximités entre les travailleurs créatifs ; et d'autre part, de mettre en scène des productions souvent immatérielles. L'enveloppe des bâtiments devient alors la vitrine des innovations et des nouvelles technologies, à l'image du Media Tic Building de 22@Barcelona.

À l'inverse de ce modèle planificateur, les Laboratorios ciudadanos de Madrid se créent de manière diffuse à l'échelle des villes, et non plus de façon polarisée sur des sites de quelques centaines d'hectares. Ils se développent selon une logique réticulaire et ascendante de type *bottom-up*. Cette dynamique contraire à la perspective *top-down* des Systèmes Urbains Cognitifs de première génération, laisse une place au hasard et au développement non planifié, voire non autorisé, d'espaces créatifs en ville. Ces espaces s'affirment moins comme des lieux totems que des plateformes de connexion entre des acteurs de compétences et de professionnalités diverses. Ces hubs relationnels jouent un rôle fondamental dans l'accompagnement de projets ascendants, l'animation et la pérennisation d'expérimentations urbaines. Il s'agit de « faire avec », plutôt que de « penser à la place de » collectifs d'ores et déjà présents et organisés.

Ces Laboratoires urbains ne sont pas conçus ni gérés au sein de cénacles fermés réunissant quelques élus ou experts. La société civile dans sa plus grande diversité et selon les principes de l'autogestion s'est approprié ces espaces pour en faire des outils au service des « problèmes concrets, des défis, des demandes et des aspirations qui se manifestent dans les différents quartiers de la ville » (Mangada 2015). Ainsi, les expériences madrilènes ont-elles vu le cercle des citoyens-participants s'agrandir au fur et à mesure de l'avancement des projets.

Pour l'urbaniste Domenico Di Siena, les Laboratorios ciudadanos sont en réalité des « lieux de forte inclusion sociale. Ils ne sont ni des lieux institutionnels ni des espaces de contre-culture, altermondialistes, figés dans des concepts « puristes » et par conséquent excluants. Ils ont progressivement abandonné leur caractère underground, pour permettre une participation citoyenne la plus large possible » (entretien, mars 2015).

Du droit à la ville (Lefèbvre 1968) au droit à l'infrastructure et à « infrastructurer la ville » (Corsín 2014)

Les projets issus des Laboratorios ciudadanos peuvent avoir une dimension artistique, éducative, architecturale, sociale, technique ou culturelle ; dans tous les cas, ils possèdent une composante expérimentale essentielle et font appel à la diversité des savoirs, qu'ils soient experts ou profanes. Ces Laboratoires portent un enjeu essentiel de coproduction des projets, avec comme objectif d'imaginer des solutions davantage collectives, créatives et ingénieuses. Cette coproduction va jusqu'à intéresser la fabrique des espaces publics et des infrastructures urbaines.

De ce point de vue, les expériences madrilènes font écho à la notion de droit à la ville d'Henry Lefèbvre. Cette notion revendiquait pour des groupes sociaux marginalisés, un droit à l'égal accès aux ressources et aux services urbains. Elle manifestait plus largement la reconnaissance d'une forme supérieure des droits : « droit à la liberté, à l'individualisation dans la socialisation, à l'habitat et à l'habiter. Le droit à l'œuvre (à l'activité participante) et le droit à l'appropriation (bien distinct du droit à la propriété) » (Lefèbvre 1968 : 155). Dans sa dimension politique, le droit à la ville poursuivait l'objectif de coproduction du développement urbain par l'ensemble des groupes sociaux composant la Cité. Or les Laboratorios ciudadanos, tout en s'inspirant de ce droit, sont en train de le réinterpréter. Les nouvelles techniques de fabrication digitale incitent les protagonistes de ces projets à revendiquer un droit à l'infrastructure

et à « infrastructurer la ville ». Nous reprenons ici la formule de l'anthropologue Alberto Corsín, « El derecho a infraestructurar la ciudad » (Corsín 2014). Ce droit en émergence ne se limite pas à défendre un égal accès aux ressources, aux espaces de la ville, ou à une plus grande participation des habitants ; il concerne l'infrastructure même des villes, le « hardware urbain » (Harvey 2013). Les citadins souhaitent désormais être placés au cœur des réflexions sur le devenir des villes, et participer à coproduire, au-delà de la vie sociale, éducative ou culturelle, l'espace public des villes, les mobiliers et autres infrastructures urbaines.

Dépasser les illusions technologistes des villes créatives

Les Laboratorios ciudadanos tentent de dépasser l'approche technologiste diffusionniste des *smart cities*, pour défendre un modèle davantage interactionniste. Ils ne s'érigent pas contre les technologies, notamment numériques, mais cherchent davantage à les détourner, à les encastrier socialement, afin d'en faire des outils au service de la ville. Ainsi les réseaux sociaux du web permettent-ils de mobiliser en un temps record des dizaines de milliers de personnes au cœur de Madrid. Les plateformes numériques collaboratives jouent un rôle essentiel dans l'autogestion, la mise en réseau et la visibilité des Laboratorios ciudadanos (partage d'outils, de méthodes, de projets, d'expériences, de bonnes pratiques). Les plateformes de *crowdfunding* à l'image de *goteo.org* financent en grande partie les projets de mobilier et d'infrastructures urbaines, comme le dôme géodésique du Campo de la Cebada. Les techniques de fabrication digitale des Fab Labs, permettent aux habitants de transformer leur espace public, ou d'imaginer de nouveaux habitats écologiques.

Les Laboratorios ciudadanos s'appuient largement sur une « culture numérique » (Douheih 2011) et sur des formes d'apprentissage collaboratif issues des réseaux internet. Ils cherchent à « urbaniser les technologies »

(Sassen 2014), en créant des espaces où les approches technologiques et sociétales de l'innovation puissent se confronter et s'enrichir mutuellement. Au final, ces Laboratorios assurent une fonction essentielle de « *middle-ground* » (Cohendet, Grandaham & Simon 2011), et donc de socialisation des innovations entre « *l'underground* » des habitants, usagers et des sphères culturelles et artistiques et « *l'upperground* » des administrations, firmes, laboratoires de recherche et centres de transfert technologique.

Conclusion

L'analyse des Laboratorios ciudadanos ouvre de réelles perspectives pour penser de nouvelles politiques d'innovation urbaine. Néanmoins, un certain nombre de questionnements persiste. D'abord sur la durabilité de ces expériences madrilènes, une fois que la reprise économique sera solidement installée. Ensuite sur la capacité de ces Laboratorios à changer d'échelle et à faire ville. Dans la majorité des cas, les Laboratorios s'inscrivent dans la perspective d'un « micro urbanisme tactique » (Aguirre Such 2014; Orduña-Giró & Jacquot 2014). Or un projet de ville ne peut naître de l'addition d'expériences isolées, précaires et souvent éphémères (Marrades 2014). D'où l'enjeu de mettre en réseau les Laboratorios ciudadanos dans le cadre d'une stratégie urbaine de grande échelle et de long terme (Mangada 2015).

Une autre interrogation concerne le rôle et la place des institutions publiques dans l'accompagnement des Laboratorios ciudadanos. Une politique urbaine est-elle possible, sinon souhaitable sans prendre le risque d'institutionnaliser les Laboratorios et de nuire à leur caractère ascendant, autogéré et inclusif ? Sur le premier point, il semble qu'une politique urbaine soit possible, à condition cependant de réinventer les modes traditionnels d'intervention des collectivités. Désormais, il s'agit moins de planifier des espaces dédiés à la créativité urbaine, que d'accompagner ces dynamiques ascendantes, à travers le développement de plateformes de

mise en réseau, de politiques de gestion temporaire des espaces vacants ou le lancement d'appels à projets ouverts. Cette approche demande également une montée en compétence des collectivités sur les modes de gouvernance, sur les méthodes d'animation et de coproduction des projets et sur les questions juridiques et financières. Elle implique de rompre avec les logiques de silos, au profit d'une mise en réseau des services et d'un regard systémique sur les problématiques et les ressources urbaines. Les questions d'innovation urbaine ne pourront être traitées indépendamment de la mise en œuvre de politiques d'innovation internes aux collectivités. Cette réflexion semble d'autant plus nécessaire, qu'en l'absence de politiques urbaines adaptées aux spécificités des Laboratorios ciudadanos, il existe le risque de leur instrumentalisation par les collectivités afin de se décharger de certains coûts. Les intérêts seraient potentiellement nombreux : faire prendre en charge par les Laboratorios une partie des missions et services traditionnellement assurés par les institutions publiques; revaloriser des espaces et des ensembles immobiliers vacants ou résoudre des problèmes socioéconomiques sans avoir à investir dans leur résolution.

Les Laboratorios ciudadanos n'échappent pas à un certain nombre de questions, et notamment sur le caractère quelque peu utopique de leur mode d'organisation, fondé sur l'autogestion et la participation généralisée. Mais ils n'en constituent pas moins des expériences prometteuses pour repenser les politiques urbaines à l'heure de l'économie collaborative et d'une culture numérique généralisée. Ces laboratoires deviennent progressivement l'affaire de tous, et dépassent les cercles de chercheurs, d'expérimentateurs, d'artistes ou de citoyens actifs. Ils induisent un changement progressif dans la mentalité des habitants, des élus et des techniciens de la ville, « *qui prennent conscience des intérêts socio-culturels et économiques à intégrer les citoyens dans le fonctionnement et la fabrique de la ville* » (entretien avec Belinda Ta-

to, Directrice d'Ecosistema Urbano, avril 2015). D'autant que le nombre des Laboratorios ciudadanos ne cesse de croître à Madrid. Et ils pourraient bientôt atteindre une masse critique suffisante, pour impacter significativement le fonctionnement et la gestion de la ville. Reste évidemment à évaluer et théoriser davantage sur ces politiques alternatives de développement urbain. Un travail de recherche considérable, mais ô combien essentiel pour penser les politiques urbaines de demain.

Références

- Aguirre Such, J. 2015. ¿Cómo podemos institucionalizar las prácticas emergentes? Blog *Paisaje Transversal*, <[http](http://)>, consulté le 20 janvier 2017
- Ambrosino, C, & Gwiazdzinski, L. 2013. Les culture(s) de la technopole. Médiations, circulation des savoirs scientifiques et société locale. <halshs-00975482>.
- Besson, R. 2012. *Les Systèmes Urbains Cognitifs. Des supports privilégiés de production et de diffusion des innovations ? Études de cas de 22@Barcelona Barcelone, GIANT/Presqu'île (Grenoble), Distrito tecnológico et Distrito de diseño (Buenos Aires)*. Grenoble : Thèse de Doctorat en Sciences du territoire, Université de Grenoble.
- Besson, R. 2014. Capitalisme cognitif et modèles urbains en mutation. L'hypothèse des Systèmes Urbains Cognitifs, dans A. Le Blanc, J.-L. Piermay et S. Daviet (dir.), *Villes et industries*. Lille : Territoire en mouvement, n° 23-24.
- Boneta, X. 2014. Discursos emergents per a un nou urbanisme. *Revista Papers*, n°57 : 13-16.
- Cohendet, P, Grandadam, D, & Simon, L. 2011. Rethinking urban creativity : lessons from Barcelona and Montreal. *City, culture and society* 2: 151-158.
- Corsín, JA. 2014. The right to infrastructure: a prototype for open-source urbanism. *Environment and Planning D: Society and Space*, 32 (2): 342-362.
- Cunningham, SB. 2013. *The Mute Child in the Creative City*. New York : Arts in Education Roundtable.
- Darchen, S, & Tremblay, D-G. 2008. *Les milieux innovateurs et la classe créative : revue des écrits et analyse de leur application en milieu urbain*. Montréal : Chaire de recherche du Canada sur les enjeux socio-organisationnels de l'économie du savoir.
- Dardot, P, & Laval, C. 2014. *Commun. Essai sur la révolution au XXIème siècle*, Paris : Editions La Découverte.
- Douheih, M. 2011. *Pour un humanisme numérique*. Paris : Seuil.
- Eisinger, P. 2000. The Politics of Bread and Circuses: Building the City for the Visitor Class. *Urban Affairs Review*, 35(3): 316-333.
- Farage, G. 2009. Villes créatives et développement désirable : vers une meilleure coopération citoyenne. *Revue de l'Observatoire des politiques culturelles*, 36.
- Florida, R. 2002. *The Rise of the Creative Class : And How It's Transforming Work, Leisure, Community and Everyday Life*. New York : Basic Books.
- Graham, S, & Marvin, S. 1996. *Telecommunications and the city: electronic spaces, urban place*. Londres : Routledge.
- Guallart, V. 2012. *La Ciudad autosuficiente. Hablar en la sociedad de la información*. Barcelone : RBA Libros.
- Harvey, D. 2013. *Ciudades Rebeldes*. Madrid : Akal.
- Langlois, G, & Pawlak, E. 2010. 22@Barcelona : Une expérience à réinventer pour le Quartier de l'Innovation de Montréal, HEC Montréal, Rapport pour l'Ecole de technologie supérieure de Montréal.
- Lecoq, M. 2012. Mouvement depuis le bas : les espaces périurbains comme cadre d'opportunité. Vaux en Velin : INTA Séminaire *Une ville pour tous, une ville de tous*.
- Lefèbvre, H. 1968. *Le Droit à la ville*, Paris : Seuil.
- Mangada, E. 2015. La Ciudad emergente. *Nuevatribuna.es*. <[http](http://)>, consulté le 18 janvier 2017.
- Markusen, A. 2006. Urban Development and the Politics of a Creative Class: Evidence from a Study of Artists. *Environment and Planning*, 38(10): 1921-1940.
- Marrades, R. 2014. Urbanismo precario. No lo llaméis urbanisme emergente, llamado urbanismo precario. *eldiario.es*, 12 décembre 2014.
- Nez, H. 2012. Délibérer au sein d'un mouvement social. Ethnographie des assemblées des Indignés à Madrid. *Participations - Revue de sciences sociales sur la démocratie et la citoyenneté* 2012/4 (4): 79-102.
- Observatorio Metropolitano. 2009. *Manifiesto por Madrid. Critica y crisis del modelo metropolitano*. Madrid : Traficante de sueños.
- Orduña-Giró, P, & Jacquot, S. 2014. La production participative d'espaces publics temporaires en temps de crise. Le projet « Pla Buits » à Barcelone. *Métropolitiques.eu*, 7 novembre 2014.
- Ostrom, E. 1990. *Governing the Commons: The Evolution of Institutions for Collective Action*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Quesada López, F. 2015. *Comunidad-Común. Comuna*. Madrid: Ediciones Asimétricas.
- Roy-Valex M. 2006. La classe créative et la compétitivité urbaine. Culture et économie ou l'envers et l'endroit d'une théorie. Dans D.-G. Tremblay & R. Tremblay (dir), *La compétitivité urbaine à l'ère de la nouvelle économie*. Québec : Presses de l'Université du Québec : .
- Saez, G. 2009. Une (ir)résistible dérive des continents. Recomposition des politiques culturelles ou marketing urbain ? *Revue de l'Observatoire des politiques culturelles*, 36 : 29-33.
- Sassen, S. 2014. Talking back to your intelligent city. *McKinsey on Society*, février 2011.
- Tato, B, & Vallejo, J. 2012. Urbanismo de código abierto para una ciudadanía aumentada. *Elisava TdD* 28: 23-33.
- Vincent, S. 2009. La 27^e Région : un laboratoire pour de nouvelles politiques publiques à l'ère numérique. *Revue de l'Observatoire des politiques culturelles*, 36 : 38-43.
- Vivant, E. 2009. *Qu'est ce que la ville créative*. Paris : Presses universitaires de France.

Entretiens

- Domenico Di Siena, fondateur de l'agence Urbano Humano et de l'association CivicWise (mars 2015).
- Belinda Tato, directrice d'Ecosistema Urbano (avril 2015).
- Jon Aguirre Such, co-fondateur de Paisaje Transversal (août 2015).
- Marcos García, directeur du Media Lab Prado (mars 2015).
- Mónica Gutiérrez Herrero, Basurama (mai 2016)
- María José, Esta es una plaza (mai 2016)
- Manuel Pascual, collectif Zuloark (mai 2016)
- Mariejo Obelleiro, Esta es una plaza (mai 2017)
- Tomas Díez, Directeur du Fab Lab de Barcelone (juillet 2014)

Cristina Braschi, Assistante en Architecture d'Intérieur et Design Urbain, Académie Royale des Beaux Arts de Belgique. Doctorante en Art de Bâtir et Urbanisme, LOCI, Université Catholique de Louvain (Mai 2016)

¹« Démocratie réelle maintenant ! » ; « Ils ne nous représentent pas ! ».

²D'autres lieux moins connus sont également considérés comme des Laboratorios ciudadanos. Sans prétendre à l'exhaustivité, évoquons Olavide Sobrevive, Virgen de Begoña (VDB), Autobarrios San Cristobal, Espacio Vecinal Montamarta, Albergue de San Fermín, Centro Social Seco, Espacio Vecinal Arganzuela, Federación Regional de Asociaciones de Vecinos de Madrid (FRAVM), CSOA La Morada, Instituto Do It Yourself, El Eko (Espacio Sociocultural Liberado y Autogestionado), etc.

³ Précisons que Madrid a connu depuis 2008 la création de plus de 200 espaces de *coworking*. Cependant la grande majorité de ces *coworking spaces* ne sont pas considérés comme des Laboratorios ciudadanos.